

## Une primaire à droite déjà marquée par la suspicion

### Perspective

Xavier Alonso  
Correspondant à Paris



Un ex-chef d'état opposé à ses anciens ministres. Nicolas Sarkozy contre François Fillon, Alain Juppé, Bruno Le Maire ou encore Xavier Bertrand dans les rôles principaux. La primaire des Républicains verra s'affronter dans treize mois (novembre 2016) les cadres de l'UMP et leur chef de file d'alors dans un exercice qui risque de tourner au débriefing du quinquennat 2007-2012 au mieux, au grand déballage en public au pire. En cela, elle sera différente de la primaire socialiste en 2011.

L'analyse qui circule majoritairement dans les officines politiques est limpide. Le résultat de la primaire préemptive déjà de la victoire de la droite française lors de la présidentielle 2017. Ce scrutin interne a en effet toutes les chances de désigner le futur président de la République. Et on peut admettre cette hypothèse comme valable. Il n'empêche qu'elle pose un certain nombre de questions... Dont certaines s'étaient aussi posées en 2011 au Parti socialiste.

Si le président de la République est élu au suffrage universel dans un scrutin organisé par le tout-puissant Etat français, qu'en sera-t-il de la primaire des Républicains? Le citoyen de droite peut-il faire confiance à l'appareil d'un parti qui s'est rendu coupable d'une tricherie avérée lors du duel funeste entre Jean-François Copé et François Fillon pour la présidence du parti à la fin de 2012. Et comment qualifier le Sarkothon? Cette

récolte de fonds (11 millions d'euros tout de même), organisé par l'UMP pour renflouer ses caisses après l'invalidation des comptes de campagne d'un président candidat qui n'avait pas respecté les règles. Depuis l'affaire Bygmalion, on peut donner un nom au Sarkothon: c'est un vol organisé par l'UMP de ses propres adhérents.

«La confiance dans le résultat du scrutin sera difficile à imposer»

Bref, la confiance dans le résultat du scrutin sera difficile à imposer tant l'histoire récente du parti est entachée de mauvais coups. Pour preuve, ces jours, les candidats déclarés à la primaire exigent d'avoir leur propre émissaire dans les dix mille bureaux de vote qui seront mis en place. Ambiance!

Si vous ajoutez à ces critères techniques les considérations sur le programme politique des uns et des autres, cette primaire peut tourner à l'échauffourée autant qu'au grand déballage. Car les candidats, dont le dessein est d'incarner l'alternance, doivent non seulement marquer la distance avec la gauche mais aussi avec leur propre politique menée entre 2007 et 2012. Nicolas Sarkozy, lui, prétend avoir changé. Les autres - à l'instar de Fillon dans son livre *Faire* - vont se faire un malin plaisir de le charger de tous les torts et renforcer son image d'homme politique clivant. Lui peut s'en sortir en les faisant passer pour faibles... Une drôle de primaire s'annonce: marquée de bout en bout par la suspicion.

## Face-à-face



### Recourir ou non au référendum populaire pour rénover la salle du Grand Conseil?

Le projet de loi sur la rénovation de cette salle a été renvoyé en

commission. Face à la division régnant au parlement sur la nécessité de se lancer maintenant dans un tel chantier, une députée suggère que le peuple soit finalement consulté.

## Une rénovation âprement discutée

### L'invitée

Christina Meissner  
Députée UDC



Le système informatique souffre de pannes récurrentes et la tribune du public n'est pas accessible en chaise roulante, mais la rénovation de la salle du Grand Conseil ou la transformation de l'Hôtel de Ville est-elle plus importante et plus prioritaire que celle de nombreuses écoles ou autres bâtiments institutionnels emblématiques?

Selon la nouvelle Constitution, tous les projets de loi, qu'ils concernent des travaux ou pas, peuvent être soumis au référendum obligatoire.

Du moment qu'il s'agit d'engager un montant conséquent, plus de 19 millions de francs, que les bénéficiaires de ces travaux seront les députés et que cet engagement financier nécessitera inévitablement d'économiser ailleurs, est-il juste que seuls les députés se prononcent? Pour ce financement-là, afin d'éviter

d'être juge et partie, en référer au peuple me semblait la voie la plus juste, raison pour laquelle j'ai déposé un amendement pour que cette rénovation soit soumise au référendum populaire.

D'aucuns me rétorqueront que c'est la meilleure manière de «planter» le projet. Je n'en suis pas certaine. Il n'y a pas que la salle du Grand Conseil qui souffre de vétusté. Tout l'Hôtel de Ville est concerné. Or, il s'agit là d'un bâtiment historique, véritable ambassadeur de notre République auprès des centaines de touristes qui

«J'ai déposé un amendement pour que cette rénovation soit soumise au référendum populaire»

le visitent quotidiennement. Il accueille aussi de nombreuses manifestations culturelles tout au long de l'année, de la Fête de la musique à celle de l'Escalade.

Vu sous cet angle, patrimonial, cultu-

rel et touristique, l'attachement des Genevois à leur histoire pourrait les convaincre de la nécessité de réaliser ces travaux. Ces mêmes arguments pourraient aussi inciter de généreux mécènes ou fondations à s'engager, aux côtés de notre gouvernement, à participer financièrement à la sauvegarde de notre patrimoine cantonal. Qu'attend-on pour les solliciter?

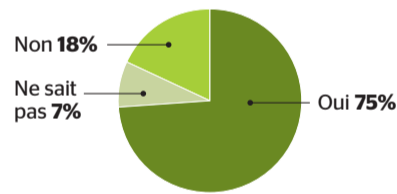
Enfin, s'agit-il d'une rénovation nécessaire ou d'une transformation majeure? La réponse n'est pas simple car le projet englobe des aspects techniques (l'amélioration du système informatique qui, cela dit, n'aurait pas besoin de passer par un vote du parlement vu son coût de 67 000 fr.) et des transformations majeures, la disposition des sièges de la salle du Grand Conseil passant du face à face actuel à l'hémicycle. Si le mouvement des fauteuils parvenait à apaiser les débats, cet argument à lui seul militerait pour voter ce projet de loi...

En conclusion, il faut bien admettre que dans ce débat, les députés ont des opinions très divergentes quel que soit leur parti politique. Laissons donc le peuple trancher...

### Sondage

#### La question d'hier

Faut-il fermer définitivement la centrale de Beznau?



Total: 590 avis

Répondre à nos sondages sur: [www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)

[www.tdg.ch](http://www.tdg.ch)

### Grande interview

● **Pierre Simenon** Dans son dernier livre, intitulé *De père à père*, le fils de Georges témoigne de l'histoire d'une famille très particulière. <http://www.simenon.tdg.ch>



### Galerie d'image

● **«Playboy»** Un ouvrage sélectionnant les unes les plus marquantes vient de sortir.

## Le coup de gueule de la Genevoise

### Des propos choquants

J'ai lu avec beaucoup de compassion les problèmes de santé de Maître Dominique Warluzel dans la *Tribune de Genève* du 8 octobre.

Un AVC est effectivement un traumatisme grave et invalidant.

Je lui souhaite de retrouver, grâce aux bons soins et à une bonne rééducation, une parfaite santé.

J'ai par contre été choquée par le vocabulaire de Maître Warluzel quand il dit: «Mais le patient lambda, on le laisse crever dans un EMS, on l'aide et on l'entoure, et quand cela devient nécessaire, on lui prodigue les soins palliatifs dont il a besoin jusqu'à la fin, et qu'il y est traité avec respect et dignité. Mary-Anne Baudin

est un être humain et qu'il a droit à la même compassion que les autres.

J'aimerais aussi lui dire qu'on ne le laisse pas crever dans un EMS, on l'aide et on l'entoure, et quand cela devient nécessaire, on lui prodigue les soins palliatifs dont il a besoin jusqu'à la fin, et qu'il y est traité avec respect et dignité.

Mary-Anne Baudin

**Vous êtes un citoyen attentif et/ou indigné? La rédaction d'un billet d'humeur de 1000 signes vous tente? Envoyez votre texte à l'adresse postale de la «Tribune de Genève» ou par courriel à: [coupdegueule@tdg.ch](mailto:coupdegueule@tdg.ch)**

## Attendre le moment opportun

### L'invité

Jean Romain  
Député PLR



Soyons clair! La salle du Grand Conseil nécessite une rénovation au moins pour deux raisons: d'une part, les pannes électroniques, le manque de place, la disposition des sièges et les pupitres étroits, l'équipement obsolète, demanderaient une complète remise à neuf; d'autre part, la sécurité de la salle elle-même avec une tribune ouverte au-dessus des députés et plusieurs entrées délicates à contrôler plaident en faveur d'un projet plus adapté à notre société, y compris pour les handicapés.

Une rénovation de ce lieu où se joue une partie du destin de notre canton est nécessaire. Mais, et je ne m'exprime pas ici au nom du PLR, étant donné les finances catastrophiques de l'Etat et d'autres dépenses plus urgentes en matière de rénovations (il suffit de songer aux bâtiments scolaires), ce n'est pas le moment

de faire passer les députés en priorité même si leur salle est fatiguée. Tout parlement est effectivement le lieu de la représentation populaire du pouvoir législatif, et le décorum est un signe de cette importance, tant il est vrai que l'exercice du pouvoir s'appuie aussi sur des symboles.

C'est pourquoi nous devons choisir le moment le plus opportun pour le réaliser. Est-ce au peuple de trancher pour ces 20 millions? Je ne le pense pas. La démocratie c'est souvent déléguer son pouvoir de citoyen aux élus pour plus d'efficacité.

«Est-ce au peuple de trancher pour ces 20 millions? Je ne le pense pas»

Espérons-le en tout cas! Dans ce dossier, si le peuple a le droit d'être fier de son parlement, autant en ce qui concerne le contenu que le contenant, il risque, et c'est ce que souhaite l'auteur de l'amendement, de répondre non à la question

qu'on lui poserait. Non, parce qu'il pense qu'il y a plus urgent; non, parce qu'il est conscient que notre train de vie genevois est très élevé; non, parce qu'il n'a pas envie d'augmenter les impôts pour se payer une salle ici, une autre salle là.

Ce qui est sage n'est pas de céder à l'urgence mais à la lucidité raisonnable, et un amendement qui le forcerait à prendre parti dans cette affaire somme toute assez peu enthousiasmante serait maladroite.

Pire: ce serait une faute, car un non de sa part renverrait aux oubliettes un projet nécessaire et qui reste donc, à bas bruit, une préoccupation du Grand Conseil qui attend le moment propice; et un oui dans l'urne ne permettrait pas miraculeusement de remplir les caisses de l'Etat pour l'exaucer.

La politique est la gestion de la Cité, et notre canton, pour l'heure, n'a pas les moyens de rénover sa salle parlementaire. Pour l'heure! Mais il faut donner un signal clair. Il serait dommage que l'appel au suffrage universel ne jette plus de confusion qu'il n'apporte de solution, d'autant qu'il ne s'agit pas ici d'un tournant majeur pour notre vie politique!